Global Journals LaTeX JournalKaleidoscope™
Artificial Intelligence formulated this projection for compatibility purposes from the original article published at Global Journals. However, this technology is currently in beta. *Therefore, kindly ignore odd layouts, missed formulae, text, tables, or figures.*

Risque D'instabilité Socio-Politique Et Attractivité Des Investissements Directs Etrangers (IDE) Au Cameroun

Gouenet Marcel Rene[1]

[1] Universite de Maroua Cameroun

Received: 11 December 2015 Accepted: 4 January 2016 Published: 15 January 2016

Abstract

Ce papier prolonge la réflexion sur l?environnement des affaires et des investissements qui reste un déterminant majeur de la qualité et de la quantité des Investissements Directs Etrangers (IDE) en destination d?un pays. Le risque d?instabilité socio-politique crée un environnement défavorable et représente alors un facteur de risque pour l?investissement privé en général et pour l?IDE en particulier. La faible attractivité des pays de l?Afrique Subsaharienne pour les capitaux étrangers et la coexistence des facteurs de risque pour l?instabilité socio-politique tels que les foyers de guerres civiles, des coups d?Etats et des troubles civiles divers nous a conduit dans le contexte spécifique du Cameroun à évaluer la relation entre le risque d?instabilité socio-politique et les flux entrants d?IDE.

Index terms— risque d?instabilité socio-politique, faible attractivité, flux d?investissement direct etranger, facteur de risque, l?environnement des affai

1 Introduction

ar rapport à certains pays africains, le Cameroun n'a pas connu heureusement les cas d'instabilités socio-politique extrêmes à l'exemple de la guerre civile, mais il a traversé tout de même depuis son indépendance d'importantes situations de risque d'instabilité politique ainsi que des crises économiques qui intègrent les facteurs explicatifs du climat des affaires et des investissements 1 . Il s'agit entre autre: des mouvements de révoltes menés par les leaders de l'UPC dans les années d'indépendance, la crise de succession à la tête de l'Etat en 1982 qui aboutit au coup d'Etat manqué du 6 avril 1984, la transition démocratique 1990-1992 avec ses crises de « villes mortes » et « la désobéissance civile », les conflits frontaliers et les protestations électorales (Gouenet 2009). Ces événements ont particulièrement marqués l'environnement des affaires et de l'investissement dans les décennies 80 et 90, et pourraient également contribuer à l'explication de la volatilité du flux d'Investissements Directs Etrangers (IDE) 2

2 a) Contexte et quelques éléments constitutifs du climat des affaires camerounais

.

L'instabilité politique dans la littérature économique recouvre des événements très divers tels que les meurtres politiques, les coups d'Etat, les révolutions ou les guerres (Abessolo 2004). Tous ces facteurs engendrent l'insécurité qui entrave les perspectives d'investissement requérant un amortissement sur une longue période. FOSU (1992) définit l'instabilité politique comme le changement de pouvoir politique par la violence et aussi les changements respectant des formes légales. Mais cette définition qui ne prend pas en comte toutes les formes d'instabilité socio-politique reste quelque peu réductrice. D'une façon plus large, l'instabilité sociopolitique se présente sous trois formes (Gupta 1991): l'instabilité d'élite ou de l'exécutif qui englobe, les coups d'Etat, les changements et crises de gouvernement; l'instabilité de masse qui correspond aux mouvements sociaux tels que les

grèves, les manifestations ou les émeutes; enfin l'instabilité armée ou violente prenant en compte la guerre civile et les guérillas, et toute action 1 L'environnement où le climat des affaires est souvent défini comme une série de contraintes qui empêchent la productivité des entreprises d'une économie d'être aussi élevée qu'elle ne serait autrement (Carlin et Seabright 2008). 2 Dans la même lignée que les travaux de Krugman et Obstfeld (2000), les Investissements Directs étrangers (IDE) sont considérés comme étant des flux internationaux de capitaux allant d'une société mère d'un pays vers une filiale crée par cette dernière dans un autre pays, ou qui permettent à la société mère d'obtenir une participation majoritaire dans une société étrangère. politique violente. Pour le contexte du Cameroun, l'instabilité socio-politique est associée à des facteurs spécifiques biens identifiés.

Le pays a connu depuis les indépendances des moments tumultueux qui peuvent être classés parmi les facteurs d'instabilité socio-politique épousant la conception de Gupta (Gouenet 2009):

-Les mouvements de révolte pour l'indépendance menés depuis 1955 par l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et qui se sont poursuivis après les indépendances (1960-1970) sous l'appellation de « Maquis ».

-La crise de succession de 1982-1984 qualifiée de « bicéphalisme » à la tête de la magistrature suprême, qui aboutit au coup d'Etat manqué du 6 avril 1984 3 -La transition démocratique difficile de 1990-1992 ponctuée par les mouvements de « villes mortes », la désobéissance civile, l'incivisme fiscal et les pertes en vie humaine.

.

-Le conflit frontalier qui a opposé le Cameroun au Nigeria dans la péninsule de Bakassi depuis 1993 et qui aboutit en 1996 à des affrontements ouverts des troupes en concentration sur ce site 4 -Les années électorales (1992, 1997 et 2002) ayant été marquées par diverses protestations avec notamment des mots d'ordre de boycott, des soupçons de fraude et des contestations de résultats ont également fait peser une incertitude sur la stabilité politique et économique.

, suivi des pertes en vie humaine et des prisonniers de guerre de part et d'autre.

3 Les causes 5

3 Le bilan officiel de ce coup d'Etat manqué sera de 70 morts, 52 blessés, 1053 putschistes faits prisonniers et 265 gendarmes disparus (Belome Essono 2008). 4 Le 21 décembre 1993, les troupes nigérianes infiltrent le territoire camerounais et occupent les Îles camerounaise dans la presqu'île de Bakassi (avec pour alibi de protéger les ressortissants nigérians victimes des menaces de gendarmes camerounais). Le 21 janvier 94, elles entrent à l'intérieur du territoire, dans les localités de Kombo, Bedimo, Inokoi, Diamond, Jabane I et II. En février elles occupent Akwa, Archibong et attaquent Janéa avant d'être repoussées (voir Belome Essono 2008). Le Cameroun va saisir la Cour Internationale de Justice de la Haye du 24 mars au 06 juin 94 pour un règlement pacifique de ce conflit. 5 En approfondissant la réflexion sur les origines de cette instabilité socio-politique, cela permet au terme de cette étude de mieux formuler les recommandations de politique économique pour l'amélioration du climat des affaires et de l'investissement. les plus plausibles de l'instabilité socio-politique sont très complexes. Une étude consacrée sur ce sujet met l'accent sur des déterminismes d'ordre culturel opposant certains groupes sociaux (Véron 2008). Toutefois, ces causes sont latentes dans nombre de pays en développement et notamment là où la construction nationale est la plus récente comme en Afrique Centrale. C'est effectivement le cas pour les velléités sécessionnistes observées dans les provinces anglophones au Cameroun et qui traduisent l'une des manifestations explicites du « problème anglophone » 6 Dans d'autres circonstances, ce sont plutôt les inégalités socio-économiques entre ethnies qui ont été à l'origine de nombreux conflits. La colonisation a contribué cependant à accentuer ces inégalités en Afrique en accordant plus de privilèges à certaines tribus pour l'accès et la gestion des ressources . 7 . Ces traitements de faveur ont souvent créé des sentiments d'injustice sociale (injustice socio-économique 8 , l'inégalité d'accès au pouvoir politique comme le confirment les études d'Alesina et al. (1996)) 9 . Collier (2008) le confirme cela lorsqu'il souligne que ces inégalités engendrent de la haine et de la révolte qui rendent difficile la construction des Etat-Nation en Afrique 10 Par contre, les tentatives de coup d'Etat, les revendications démocratiques, les protestations et les contentieux électoraux répétitifs observées aussi au Cameroun sont les indicateurs d'une réelle crise de démocratie participative. Zelao (2000) dans son argumentation sur la question montre que les mouvements d'humeurs dans les rues en Afrique, les rebellions contre les pouvoirs politiques traduisent le plus souvent une faiblesse des institutions politiques et un déficit de démocratie, et en l'absence d'une . Le conflit frontalier ayant opposé le Cameroun au Nigéria sur la péninsule de Bakassi s'inscrit également dans la logique coloniale, dans la mesure où cette colonisation a redéfini certaines frontières qui font l'objet des conflits actuels. 6 Avec la libéralisation politique, certaines élites anglophones vont protester contre l'assujettissement de la partie anglophone tout en réclamant le retour au fédéralisme. C'est dans ce cadre que Me Fongum Gordji Dinka attise des idées radicales. Il est ainsi partisan de la sécession des deux provinces anglophones et de la création de la République d'Ambazonia. Ces idées deviennent le terreau de la contestation parmi les étudiants et fonctionnaires anglophones durant la période de la transition démocratique au Cameroun entre 1990-1992. 7 La politique d'équilibre régionale appliquée au Cameroun a été pensée dans le but de corriger ces genres d'inégalités. 8 Les travaux d 'Alesina et Perotti (1996) cherchent à caractériser l'effet de la distribution des revenus sur l'investissement via le canal de l'instabilité politique. Les auteurs formulent l'hypothèse selon laquelle les inégalités de revenu, en faisant croître le mécontentement social, augmentent le risque de révolutions et / ou de coups d'Etat. Ils aboutissent à la conclusion que moins d'inégalités (une classe moyenne de taille importante) réduit l'instabilité socio-politique. 9 La présence des ressources naturelles exploitables en période de conflit accroît le risque de guerre impliquant les ethnies (Collier 2005), d'où l'expression de la «

malédiction du pétrole » employée pour qualifier la situation de guerre civile qui a caractérisé certains pays africains dotés cette ressource naturelle. 10 Azam et Hoeffler (2002) montre que le gouvernement dans la plupart des cas de rébellions mettant en cause la répartition des ressources, se trouve confronté à un arbitrage entre une promesse de transfert de plus important de ressources ou l'accroissement des dépenses militaires afin de prévenir la rébellion. (Gankou, 1985). La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays amorce sa chute à partir de 1987 avec un taux moyen négatif de -4,33% en terme réel jusqu'en 1991-1992. L'investissement total connut une baisse considérable et ne représentait que 16, 5% du PIB en 1990.

Face à la crise économique les autorités seront amenées à adhérer aux Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) en 1988 sous la conduite du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (Kamgnia et Touna, 2002). C'est en effet sous les conditions d'ajustement de l'économie qu'a eu lieu la transition démocratique de 1990 à 1992, avec les crises de « villes mortes » et la désobéissance qui ont contribué fortement à la dégradation de la paix civile. Certains responsables de parti politique vont au cours de cette crise émettre des mauvais signaux pour l'environnement des affaires, en faisant circuler des tracts pour le « boycott des produits français ». Cette alerte pouvait créer une réelle psychose chez les partenaires français qui sont habituellement cités parmi les plus grands investisseurs au Cameroun. Du fait de l'instabilité socio-politique, les capacités internes de financement de l'investissement seront fragilisées de façon significative par la chute de l'épargne intérieure qui ne représentera entre 1992 et 1993 que 40 % de son montant de 1986-1987 (Nguini Owana, 1996). D'autres événements d'envergure non négligeable tels que la baisse des salaires des fonctionnaires en 1993, la dévaluation du franc CFA en 1994 et la tenue des élections présidentielles sous les multiples contestations fondent les facteurs explicatifs de l'environnement des affaires et de l'investissement camerounais. Ce climat socio-politique pourrait également expliquer la faible attractivité du pays pour les IDE.

4 b) Contexte théorique et problématique de l'attractivité des IDE

Bien que l'on ne maîtrise pas de façon exhaustive les facteurs qui déterminent les écarts de performance économique entre les sociétés, au cours des deux dernières décennies, l'essor économique spectaculaire de la Chine et de l'Inde grâce aux flux entrant d'IDE a changé quelque peu la perception des pays d'Afrique Subsaharienne, qui, par le passé voyaient plutôt en cette forme d'investissement une sorte de politique néocoloniale (Ngouhouo 2008). L'IDE est aujourd'hui au coeur des stratégies de développement car il représente à la fois une source d'emploi et une opportunité pour impulser une dynamique du développement 11 11 Plusieurs travaux portant sur l'influence de l'investissement direct étranger sur le développement montrent ainsi que les flux d'IDE dans les pays pauvres aident à promouvoir la croissance économique, ils facilitent le transfère technologique à travers l'accroissement du niveau de connaissance et de la productivité des travailleurs, ils permettent une amélioration de la compétitivité et une augmentation des exportations (Borensztein et al. 1998, Esso 2005).

. Dans le contexte de mondialisation, la libéralisation des économies, le processus de privatisation engagé dans les pays émergents, ainsi que la volonté des entreprises de bénéficier de ce nouveau contexte international ont suscité une forte croissance des IDE à destination des ces pays émergents (Djaowe 2009) La littérature économique ne converge pas toujours en ce qui concerne l'analyse des déterminants de l'IDE. La décision pour l'implantation d'une firme dans un autre pays est fonction de la stratégie et des facteurs internes à la firme, mais aussi et surtout fonction des facteurs relatifs au pays d'accueil 12 Sachs et Sievers (1998) constatent, dans une enquête sur les sociétés d'appartenance étrangère en Afrique, que le plus grand souci des propriétaires . De nombreux auteurs ont mis en exergue l'importance des facteurs externes au pays qui accueil les capitaux privés (Calvo (1996), Kim (2000), Ferrucci et Les entreprises multinationales vont choisir de s'installer dans un autre pays par exemple pour minimiser leurs coûts de production. Ainsi, un pays est d'autant plus attractif pour les IDE quand il dispose des infrastructures de qualité, des ressources humaines compétentes, un cadre macroéconomique stable et d'un contexte socio-politique aussi stable. Pour ce qui est du dernier critère, l'absence de mécanisme de gouvernance mondiale empêche la fourniture de sécurité internationale et augmente l'incertitude dans les transactions internationales (Garfinkel et al. 2008). Dans un pays où tous les autres facteurs sont favorables aux IDE, le niveau de l'instabilité socio-politique peut se révéler très persuasif ou dissuasif pour la décision d'entreprendre une activité économique (Vickard 2008), d'autant plus que la stabilité politique détermine à la fois la sécurité et la rentabilité des projets d'investissement. 12 La nature des IDE impose l'existence d'un système de télécommunication efficient, d'un système de transport de qualité et des infrastructures de formation pouvant produire des cadres avec un grand niveau de compétence. Les unités de production des firmes multinationales utilisent très souvent de techniques modernes et ils sont aussi très souvent à la recherche des collaborateurs et partenaires compétents. Les critères de la gouvernance politique complètent ces exigences selon l'OCDE (2002)

5 a) Modèle économétrique et tests de validité

Le cadre méthodologie fait également recours à une analyse économétrique qui intègre un indicateur d'instabilité socio-politique dans les déterminants de l'IDE. Cette approche formalisée s'inspire des travaux de Serven (1996) et repose en partie sur le « résidu de Solow ». Contrairement à Serven qui estime une variable « guerre » dans l'équation de déterminants de l'investissement, ce travail va introduire un indice d'« risque » calculé à partir des composantes de l'instabilité socio-politique que nous avons défini plus haut pour le cas du Cameroun.

6 i. Equation et les variables du modèle à estimés

Considérons une économie dotée d'une fonction de production relativement simple, à l'instar de celle de Mankiw (2002) En appliquant l'opérateur logarithme à l'équation (1) pour la linéairiser, on aura:

(1)t t t t LogY LogA LogK LogL ? ? = + + ?**(2)**

Introduisant l'opérateur de différence dans l'équation (2) pour faire ressortir le taux de croissance de l'économie, on obtient l'équation (3) ci-dessous.

7 *

(1) * L'indice composite de l'instabilité sociopolitique garde une valeur qui est comprise entre 0 et 1 au cours de l'année, ce qui suppose respectivement une parfaite stabilité politique et une instabilité totale (ces deux extrêmes sont plutôt rares selon notre approche de calcul): c'est-à-dire que l'indice prend une valeur planchée qui est 0 en cas d'absence d'un facteur d'instabilité tel que spécifié dans le cadre de cette étude, 0,2 en cas de réalisation d'un seul de ce facteur, et lorsque plusieurs facteurs sont notés on fait une moyenne pondérée en affectant 0,2 à chaque facteur. Mais lorsque tous les facteurs d'instabilité sont combinés au courant d'une année, l'instabilité prend la valeur maximale qui est 1. C'est donc cet indicateur de risque d'instabilité socio-politique qui sera évalué dans la variable « risk » de notre modèle formalisé par l'équation (7). Avant de procéder à l'estimation de cette équation, plusieurs tests économétriques ont été effectués pour éviter d'aboutir à une régression fallacieuse.

8 ii. Les tests de validité du modèle a. Le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF)

Ce test est bâtie sur l'hypothèse que les erreurs de notre modèle à estimé sont des bruits blancs. En suivant les procédés de ce test que nous ne présenterons pas ici pour des raisons de synthèse, il ressort que nos variables sont stationnaires à l'ordre 1.

9 b. Test de normalité des résidus

L'hypothèse de normalité des termes d'erreurs est primordiale dans la mise en oeuvre et la validité d'un modèle de série temporelle comme le notre. En raison de sa simplicité, le test de Jarque-Bera est très souvent utilisé pour vérifier cette hypothèse. Les hypothèses de ce test sont les suivantes: ?? 0 : les résidus sont normaux; ?? 1 : les résidus ne suivent pas une loi normale.

La statistique du test quant à elle est la suivante:???? = ?? ? ?? 6 ??? 2 + 1 4 (?? ? 3) 2 ?

Où: ?? = nombre de paramètres estimés ?? = coefficient de skewness 15 ?? = coefficient de kurtosis 16 La règle de décision ici est l'acceptation de l'hypothèse de normalité lorsque la probabilité du test est supérieure au seuil considéré et son rejet dans le cas contraire. La mise en oeuvre de ce test nous donne les résultats du tableau 5 ci-dessous: 15 Dans le cas d'un test sur une série (?? ??) ??=1,?,?? , le coefficient de skewness s'écrit : ?? = ????? 2 = ?? 1 + ?? 2 ?? 2?? + ? + ?? ?? ?? ???? + ?? 2 ?? 2?? 2 + ?? 3 ?? 3?? 2 + ? + ?? ?? ?? ???? 2 + ?? ??

Si au moins un des coefficients de cette régression est significatif, alors on rejette l'hypothèse nulle d'homoscédasticité en faveur de l'hypothèse alternative d'hétéroscédasticité (Mignon et Lardic, 2002). En pratique, lorsque la probabilité du test est supérieure à un certain seuil considéré, on accepte l'homoscédasticité des résidus. Dans le cas contraire, les résidus sont hétéroscédastiques.

Dans notre cas, le test de White nous autorise à accepter l'hypothèse nulle d'homoscédasticité des erreurs du modèle au seuil de 5 %. En effet, comme l'illustre le tableau 6 ci-dessous, la probabilité du test est supérieure à 0, 05.

10 b) Quelques résultats statistiques sur l'évolution de l'IDE

Alors que certains pays émergents qui étaient au même niveau de développement que ceux de l'Afrique Subsaharienne dans les années 60, tirent aujourd'hui une grande partie de la relation économique internationale, le continent africain n'est pas aussi assez attractif 17 17 Le concept d'attractivité ici renvoie à la relative localisation des entreprises étrangères dans un pays plutôt que dans l'autre.

. Avec 12% de la population mondiale, l'Afrique représentait seulement 1% du PIB mondial et de l'investissement international et 1, 8% des exportations mondiales en 2002 18 i. Evolution du flux de l'IDE dans un contexte de crise socio-politique

. La littérature ci-dessus présente l'instabilité socio-politique comme un déterminant de l'IDE. Alors que les PAS au Cameroun ont été mis en application pour favoriser le secteur de l'investissement privé dans un contexte de crise économique, les crises socio-politiques pouvaient conduire à un effet inverse, car l'étude de Touna Mama et Tsafack (2000) sur l'impact des PAS souligne plutôt une situation de « désindustrialisation ». Cette section propose (sur la base de nos données primaires et secondaire) une analyse du comportement de l'IDE dans ce contexte de la crise socio-politique et pose un diagnostique sur la perception par les investisseurs des effets de l'instabilité socio-politique sur leurs activités.

Au cours de la période 1970-1996, le plus gros de l'investissement direct étranger en Afrique subsaharienne est allé à un petit nombre de pays. Dans la course générale à ce type d'investissement, l'Afrique subsaharienne n'a

cessé de perdre du terrain depuis les années 70. Parmi les pays qui recevaient des volumes considérables d'IDE, il y avait l'Afrique du Sud, le Botswana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Nigeria. Les flux d'IDE qui ont servis à financer le secteur des services en Afrique Subsaharienne sont allés principalement au tourisme, et en particulier au secteur hôtelier. Plusieurs grands projets agricoles en ont également bénéficié. Tel a été le cas de la culture de la banane au Cameroun.

Suivant

11 Conclusion

Dans la théorie économique consacrée aux déterminants des IDE en direction des pays en développement, le risque d'instabilité socio-politique est un facteur souvent oublié. Pourtant, dans la réalité, elle spolie l'environnement des affaires et détourne les projets des investisseurs étrangers vers des pays Emergents et/ou moins instables. Alors que les résultats des analyses statistiques de cette étude mettent en relief la volatilité du flux d'IDE entrant dans les années marquées par lest facteurs de risque d'instabilité sociopolitique, l'analyse économétrique confirme également l'impact négatif de notre indicateur de risque d'instabilité socio-politique sur l'IDE. Par ailleurs, les données issues de l'enquête auprès des entreprises montrent qu'au cours des épisodes marquées par les facteurs de risque d'instabilité socio-politique, les investisseurs ont effectivement enregistré des pertes économiques et que, pour des motifs de sécurité, plusieurs chefs d'entreprise n'ont pas effectué des investissements nouveaux.

En guise de recommandations de politique économique pour l'amélioration du climat des affaires et partant celui de l'IDE, les autorités se doivent au plan politique de renforcer le dialogue politique. Ils doivent à cet effet clarifier « les règles du jeu », notamment, en établissant la crédibilité du système électoral 20 Au plan économique, il faut surtout mettre en oeuvre de bonnes politiques de redistribution de la richesse nationale. La politique fiscale de l'Etat doit dans un tel contexte devenir un instrument pour corriger les inégalités et les injustices socio-économiques. En outre, avec des politiques économiques transparentes . Dans le cadre de ses relations avec les pays voisins, la coopération internationale et la diplomatie doivent prévaloir en cas d'éclatement de conflit qu'on n'a pas pu éviter, dans l'optique de préserver l'environnement des affaires et les acquis du développement économique.

Au plan social, au lieu d'augmenter davantage le budget de la défense comme c'est souvent le cas, les décideurs politiques doivent faire des meilleurs arbitrages et entreprendre plus d'actions en faveur du développement des infrastructures, de l'accès à l'éducation, l'accès à la santé dans le but de renforcer le capital humain des populations démunies. Le développement des capacités individuelles évite qu'une grande partie de la population se retrouve en marge de la société et la création d'un environnement sociopolitique favorable aux affaires permettent à la population bien formée, même aux couches les plus pauvres, de saisir les opportunités qui se présentent sur le marché du travail et dans l'entrepreneurial. 21 20 A titre d'exemple, l'Assemblée Nationale doit revoir les procédures de vote des lois qui fixent les règles du jeu politique du moins dans les domaines qui divisent très souvent les acteurs politiques afin de réduire la contestation systématique, les contentieux et les tensions pré et post-électorales. 21 Notamment le respect et application du droit, la facilitation des procédures administratives, la transparence des marchés publics? , les pouvoirs politiques afficheront leur volonté à stabiliser le climat politique et économique, et la volonté de sécuriser l'activité des investisseurs privés et étrangers 22 . En l'absence d'un système d'assurance privé qui couvre les pertes liées aux risques d'instabilité socio-politique pour les investisseurs, l'Etat doit prendre la une mesure incitative en donnant une garantie aux investisseurs de rembourser (même à une certaine proportion) les pertes éventuelles que pourraient engendrer les futurs mouvements socio-politiques. 22 Etant donné que le Cameroun a été cité plusieurs fois par l'ONG «Transparecy International » parmi les pays les plus corrompus au monde, une lutte permanente doit dans ce sens être menée contre cette corruption. scientifique sur le rôle des entreprises multinationales dans la prévention et la résolution des conflits, en relation avec leur responsabilité sociale pourra nous édifier davantage sur le rôle de ces acteurs économiques dans le processus de développement au Cameroun. [1] [2] [3]

[1] Risque D'instabilité Socio-Politique Et Attractivité Des Investissements Directs Etrangers (IDE) Au Cameroun

[2] © 2016 Global Journals Inc. (US)

[3] Les récents émeutes de février mars 2008 provoqués par « la vie chère » au Cameroun, au cours des quels les installations des sociétés comme Total-Cameroun, PMUC et bien d'autres ont été particulièrement endommagées par les grévistes, témoignent l'actualité de la thématique traitée par cette recherche.

Figure 1:

Figure 2:

II. Méthodologie et Données

4
Volume XVI Issue I Version I
E)
(
Global Journal of Human Social Science

[Note: s -Year L]

Figure 3: 2016

1 t Y A K L t t t ? ? ? = (1)

Avec 1 ? < ; t Y étant le revenu à la date t; t K le capital à la date t; t L la quantité de travail disponible à la date t et t A un paramètre technologique.

Figure 4:

(, , , t t t h g n k Risk En effet, la forme économétrique de cette) t t IDE Y ? ? = ? ? ? . ? fonction nous

? ? ? IDE Y 0 k t + ? 2 t + ? 3 Risk + ? 4 g t + ? t
? n
?
1
?
=
+
t
?
?
? ??????? = ?????? ??
0
+

t g a t = +

Avec

Le terme t a désigne la part de la cr
non expliquée par l'évolution du ca
du travail, ce
paramètre que la littérature (Mankiv
appelle le
« résidu de solow » est en réalité une
composite qui regorge tous les
paramètres non
pris en compte dans le modèle. Co

	Jarque-Bera	df	Prob.
Joint	17.88113	10	0.0570

Ainsi donc, au seuil de 5 %, on accepte l'hypothèse de normalité des résidus de notre modèle de série temporelle.

[Note: c.Test Hétéroscédasticité des erreurs]

Figure 6:

8 Chi-sq 298.6035 Tableau 1 : Proportion des entreprises dont l'activité a été affectée par l'instabilité soci

(E) Global Journal of Human Social Science - Year 2016 Volume XVI Issue I Version I

stable et qui montrent que l'environnement des affaires à favoriser l'activité des entreprises (Fries et al. 2004), notre enquête montre qu'au Cameroun le s

© 2016 Global Journals Inc. (US)

Figure 7:

[Mankiw ()] , G Mankiw . 2002. Macroéconomie, Deboeck.

[Akoli et al. ()] J K Akoli , E Chrysostome , H Et Sidibé . *La gestion du risque pays lié aux investissements directs étrangers dans les pays en voie de développement »*, 2005. 1 p. .

[Azam ()] J P Azam . *L'Etat autogéré en Afrique*, 1999. p. .

[Carlin and Et Seabright ()] W Carlin , P Et Seabright . DOI: 10.3917/- edd.224.0031. *Apportez-moi un rayon de soleil: quelles parties du climat des affaires les politiques publiques devraient-elles essayer de corriger? », Revue d'Economie du Développement*, 2008. 22 p. .

[Kim ()] 'Causes of capital flows in developing countries'. Y Kim . *Journal of International Money and Finance* 2000. 19 p. .

[Collier et al. ()] P Collier , L Elliott , H Hegre , A Hoeffler , N Et Sambanis . *Breaking the Conflict Trap: Civil Wars and Develpment Policy*, (Oxford and Washington D.C.) 2003. Oxford University Press and The World Bank.

[Dia and Touna Mama ()] Kamgnia Dia , B Touna Mama . *le Comportement d'Investissement Privé au Cameroun: Un Resserrement de la contrainte Financière? » Recherche et Développement, N° 003*, 2002. FSEG, Université de Yaoundé II

[Djaowe ()] J Djaowe . *« Investissements Directs Etrangers (IDE) et gouvernance: les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ? », Revue Africaine de l'Intégration*, 2009. 3.

[Root and Ahmed ()] 'Empirical determinants of manufacturing direct foreign investment in developing countries'. F Root , A Ahmed . *Economic Development and Cultural Change* 1979. 27 p. .

[Esso ()] L J Esso . *« Investissements directs étrangers: déterminants et influence sur la croissance économique », CIRES, N° 117*, 2005.

[Asiedu ()] *Foreign direct investment to Africa : The role of government policy, governance and political instability*, E Asiedu . 2003. United States. University of Kansas (Working Paper)

[Fouda ()] Effa Fouda . *Le Rôle de l'Investissement Direct Etranger Dans le Renforcement des Capacités Scientifiques et Techniques des Pays en Développement » Ministère de la recherche Scientifique et de l'Innovation, Cameroun*, 2005.

[Fries et al. ()] S Fries , T Lysenko , S Et Polanec . *Environnement des affaires et performance de l'entreprise dans les économies en transition: enseignements tirés d'une enquête représentative*, 2004. 18 p. .

[Gankou ()] J M Gankou . *L'Investissement dans les PVD*, (Paris, Ed) 1985. (Economica)

[Garfinkel et al. ()] M R Garfinkel , S Skaperdas , C Syropoulos . *Guns and Butter: The Economic Causes and Consequences of Conflict*, (Hess, Gregory D, Cambridge, MA) 2008. MIT Press. (chapter Globalization and Insecurity: Reviewing Some Basic Issues)

[Gastanaga et al. ()] 'Host country reforms and FDI inflows: How much difference do they make?'. V Gastanaga , B Jeffrey , Nugent , P Bistra . *World Development* 1998. 26 p. .

[Borensztein et al. ()] 'How does foreign direct investment affect economic growth?'. E Borensztein , J Gregorie , J Et Lee . *Journal of International Economics* 1998. 45 p. .

[Hugon ()] P Hugon . *Renouveau et évolution de l'économie du développement dans le contexte de la mondialisation » in Bekolo-Ebe, Touna; M, Fouda S. M. « Dynamiques du développement*, (Paris, Montchrestien) 2003. 199.

[Alesina and Et Perotti ()] 'Income distribution, political instability and investment'. A Alesina , R Et Perotti . *European Economic Review* 1996. 40 p. .

[Collier ()] 'International Political Economy: Some African Applications'. P Collier . *Journal of African Economies* 2008. 17 p. .

[Krugman and Obstfeld ()] P-R Krugman , M Obstfeld . *International Economic: theory and policy*, (Boston Mass) 2000. Addison-Wesley. (5 ed.)

[Véron ()] *L'aide au développement face à la guerre*, J B Véron . 2008. France. Centre des Etudes de Sécurité

[Mama and Tsafack Nanfosso ()] *L'économie Camerounaise: de la crise à la reprise*, Touna Mama , R Tsafack Nanfosso . 2000. Paris: Harmattan.

[Lardic and Et Mignon ()] S Lardic , V Et Mignon . *Econométrie des séries temporelles macroéconomiques et financières*, 2002.

[Unctad ()] 'Latest developments in investor-State dispute settlement'. Unctad . *IIA MONITOR* 2008. 1.

[Les entreprises multinationales dans des situations de conflits violents et de violations généralisées des droits de l'homme ()] *Les entreprises multinationales dans des situations de conflits violents et de violations généralisées des droits de l'homme*, 2002. (Document de Travail)

[Michel ()] Philippe Michel . *Cours de mathématiques pour économistes*, 1989.

[Calvo ()] *Multinational enterprise and economic analysis*, R E Calvo . 1996. Cambridge University Press. (2end Edition. Cambridge)

[Ngouhouo ()] I Ngouhouo . *Investissement directs étrangers en Afrique Centrale: Attractivité et effets économiques*, 2008. Université du Sud Toulon-Var (Thèse de doctorat)

[Noumba ()] I Noumba . *Le Marché du travail au Cameroun » GRAPES. Yaoundé II*, 2001.

[Omgba ()] L D Omgba . *Stabilité du pouvoir politique et rente pétrolière dans les Etats africains*, 2007. CERDI, Université d'Auvergne

[Gupta (ed.) ()] *On the Methodology of Constructing a Composite Indicator for Political Instability: A Cross-National Study*, D K Gupta . Frantz, R., Singh, H., & Gerber, J. (ed.) 1991. JAI Press Inc. 2 p. . (Handbook of Behavioral Economics)

[Owana and Grap ()] Nguini Owana , E. ; Cean-Iep De Bordeaux Et Grap . *L'Etat et les Milieux d'Affaires au Cameroun: Autoritarisme, Ajustement au Marché et Démocratie*, 1996. 1975-1996.

[Fosu ()] 'Political instability and economic growth: evidence from Sub-Saharan Africa'. A K Fosu . *Economic Development and Cultural Change* 1992. 40 p. .

[Sachs and Sievers ()] J Sachs , S Sievers . *FDI in African*, 1998.

[Serven ()] L Serven . *Uncertainty, Instability, And Irreversible Investment: Theory, Evidence*, 1996. World Bank.

[Kolstad and Tondel ()] *Social development and foreign direct investments in developing countries*, I Kolstad , L Tondel . 2002. Milchensen Institute Report.

[Collier ()] *The Bottom Billion. why the poorest countries are failing and what can be done about it*, P Collier . 2007. Oxford University Press.

[Dunning ()] 'The eclectic (OLI) paradigm of international production: past, present and future'. J H Dunning . *International Journal of Economics of Business* 2001. 8 (2) .

[Ades and Chua ()] 'Thy Neighbor's Curse: Regional instability and economic growth'. A Ades , H B Chua . *Journal of Economic Growth* 1997. 2 p. .

[Ferrucci et al. ()] 'Understanding capital flows to emerging market economies'. G Ferrucci , V Herzberg , F Soussa , A Taylor . *Financial Stability Review* 2004. (16) p. .

[Collier and Et Sambanis ()] 'Understanding Civil War'. P Collier , N Et Sambanis . *Europe, Central Asia, and Other Regions: Evidence and Analysis* 2005. 2005. The World Bank. 2.

[Azam and Hoeffler ()] 'Violence against Civilians in Civil War: Looting or Terror?'. J.-P Azam , A Hoeffler . *Journal of Peace Research* 2002. (Forthcoming)

[Colletta and Cullen ()] *Violent conflict and the transformation of social capital. Lessons from Cambodia, Rwanda, Guatemala and Somalia*, N Colletta , M Cullen . 2000. Washington, D.C.: World Bank.

[Zelao ()] A Zelao . *Le vote Comme Formule de civilisation des moeurs politiques au Cameroun au détour du procès démocratique*, 2000. Université de Yaoundé I

[Nkendah ()] *« Bonne gouvernance et investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne à l'ère de la mondialisation des économies: le cas des pays de la CEMAC*, R Nkendah . 2007. Université de Douala

[Gouenet ()] '« Instabilité socio-politique et niveau de l'investissement privé: une évaluation empirique du cas du Cameroun'. M-R Gouenet . *CAHIER DU CEDIMES* 2009. 3.

[Essono ()] *« L'ordre et la sécurité publics dans la construction de l'Etat du Cameroun*, Belomo Essono , PC . 2008. Université Montesquieu-Bordeaux IV (Thèse de Doctorat)

[Bekolo-Ebe ()] *« Rétrospective d'une décennie de croissance de l'économie Camerounaise: 1975-1986 », Revue Camerounaise de Management*, B Bekolo-Ebe . 1986.